



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

UNITÉ BI-DÉPARTEMENTALE CALVADOS – MANCHE

N/Réf. CB – 2023.071

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE AUTORISANT L'AUGMENTATION DU VOLUME ÉPANDU
D'EFFLUENTS DE COMPOSTAGE ISSUS DE LA PLATEFORME EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ SPEN À
VALAMBRAY, MODIFIANT LES PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES REJETS AQUEUX ET INCLUANT
L'ÉTUDE DE RÉVISION DES MOYENS DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE**

**Le Préfet du Calvados,
Chevalier de l'Ordre national du mérite**

VU le Code de l'environnement, notamment l'article R.181-47 ;

VU la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive), adoptée le 24 novembre 2010, l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 et le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, et l'arrêté du 11 octobre 2016 le modifiant ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2005 modifié les 9 mars 2011 et 6 octobre 2016, autorisant la société « Valnor compostage » à exploiter ses installations de compostage de déchets verts et de biodéchets implantées sur la commune de Billy ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2021 transférant l'autorisation d'exploiter à la société SPEN et l'autorisant à épandre 1 280 m³ d'effluents de compostage ;

Vu le dossier de réexamen IED transmis par l'exploitant 30 juillet 2019 ;

VU le dossier de porter à connaissance comprenant une étude préalable à l'épandage, déposé le 22 mars 2022 et complété le 13 septembre 2022 visant à épandre 6 000 m³/an d'effluents de compost ;

VU la visite d'inspection du 8 juillet 2022 et le rapport associé ;

VU l'absence de remarques de la DDTM du Calvados et l'avis favorable de l'ARS du Calvados le 30 septembre 2022 sur la dernière version du projet ;

VU le rapport de visite d'inspection daté du 20/01/2023 et faisant suite à l'incendie du 12/01/2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 30/01/2023 ;

Considérant que le site SPEN est d'ores et déjà compatible avec les conclusions sur les meilleures technologies disponibles et avec l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 mais qu'il convient sur le plan administratif, de modifier les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 14 janvier 2005 concernant les rejets aqueux au milieu naturel, afin de supprimer toute possibilité de rejet, en dehors des eaux de toiture ;

Considérant que l'exploitant propose d'augmenter de 1280 à 6 000 m³/an le volume de ses effluents de plateforme valorisé par épandage sur terres agricoles et qu'il est nécessaire de compléter par voie d'un arrêté préfectoral les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter pour permettre cette augmentation notable de volume épandu ;

Considérant que les effluents de compostage sont collectés et stockés dans des réservoirs étanches ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les teneurs et les flux en éléments traces métalliques, composés traces organiques et en micro-polluants organiques présents dans les effluents sont inférieurs aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé pour pouvoir être épandues ;

Considérant que les teneurs dans les sols destinés à recevoir les effluents sont en dessous des valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel 2 février 1998 modifié ;

Considérant que les parcelles du plan d'épandage sont en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable ;

Considérant que la capacité du bassin de stockage (1 875 m³) est suffisante pour stocker les volumes générés entre les périodes d'épandage (1 670 m³) ;

Considérant par ailleurs que les dispositions applicables pour l'exploitation du site sont compatibles avec les conclusions sur les meilleures techniques disponibles définies, pour le secteur des industries de traitement de déchets, dans le document publié au journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018 et précisées par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 ;

Considérant toutefois qu'il convient de supprimer toute possibilité de rejet dans l'environnement d'eaux autres que celles ruisselant sur les toitures du site ;

Considérant que suite à l'incendie du 12 janvier 2023, il est apparu que les moyens de défense incendie actuels n'apportent pas une réponse suffisamment robuste en cas d'incendie ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 – Portée de l'autorisation

La société SPEN, dont le siège social est situé au 18/20 rue Henri Rivière - Le Trident- 76 000 Rouen et représentée par son président Jean-Marc Hérabourg, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de son installation de compostage localisée au Mont Tornu, Billy, commune de Valambray.

Article 1.2 – Modification des arrêtés du 20 juillet 2021 et du 14 janvier 2005 modifié

Le présent arrêté apporte des modifications à l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2021 et à l'arrêté d'autorisation du 14 janvier 2005 modifié. Les autres prescriptions demeurent inchangées et restent applicables.

TITRE 2 – ÉPANDAGE

Article 2.2.3 – Caractéristiques des effluents à épandre

I - Le premier paragraphe de l'article 2.2.3 - Caractéristiques des effluents à épandre- de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2021 sus-visé est remplacé par ce qui suit :

« L'autorisation d'épandage concerne un gisement annuel de 6 000 m³ d'effluents stockés au sein de la plateforme de compostage. »

II - Le tableau listant les parcelles autorisées à recevoir des effluents de compostage établi dans le corps de l'article 2.2.1 - Règles générales- de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2021 sus-visé est remplacé par le tableau figurant en annexe 1 du présent arrêté.

TITRE 3 – REJETS AQUEUX

Article 3.1 – Interdiction de rejet d'eaux susceptibles d'être polluées au milieu naturel

I - L'article 14.5 de l'arrêté d'autorisation du 14 janvier 2005 modifié est remplacé par ce qui suit :

« Les effluents recueillis sont récupérés et recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains (si nécessaire), ou en cas d'impossibilité, traités ou éliminés comme déchets.

Pour leur recyclage en arrosage des andains, l'exploitant utilise un arroseur qui ne forme pas de brouillard afin d'éviter la formation d'aérosols. Les arrosages ne sont pas effectués en périodes de grand vent et sont localisés sur l'aire de fermentation uniquement en dehors de toute présence humaine sur cette zone.

L'exploitant définit les critères de pilotage de l'arrosage des andains permettant le maintien dans la plage de température/humidité favorable à la fermentation.

Les effluents générés par l'installation sont collectés gravitairement par un réseau interne de collecte aboutissant à un collecteur principal situé en amont d'un bassin de décantation d'un volume de 350 m³ qui fait l'objet d'un entretien régulier.

Ce collecteur principal est muni d'une grille permettant la récupération des éléments grossiers et qui doit être régulièrement nettoyée.

*Ces eaux sont ensuite dirigées, via un poste de relevage équipé d'une pompe (une deuxième pompe de secours mobile est tenue à disposition sur le site), vers un bassin de stockage de 1 875 m³. Une vanne maintenue fermée en sortie de ce bassin empêche tout rejet vers le milieu extérieur ; l'ancien point de rejet au cours Sémillon est définitivement bouché d'ici le **31 mai 2023**.*

Tout rejet au milieu naturel (infiltration ou rejet superficiel) est strictement interdit en dehors des eaux pluviales de toiture mentionnées à l'article 14.4 du présent arrêté.

L'exploitant réalise chaque année un bilan hydrique des installations, qui permet de vérifier que les volumes cumulés d'eaux météoriques et des effluents rendus par les déchets correspondent aux volumes recyclés pour l'arrosage des andains ou traités / éliminés comme déchets. »

II - Les articles 14.6, 14.7, 14.8, 14.9 et 14.10 de l'arrêté d'autorisation du 14 janvier 2005 modifié sont abrogés.

TITRE 4 – MOYENS DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE

Article 4.1 – Dépôt d'un dossier d'étude d'évaluation des moyens de défense contre l'incendie et propositions d'aménagement

L'exploitant doit mener une étude d'évaluation des moyens de défense contre l'incendie et faire une proposition d'actualisation de ces ressources et de leur aménagement. Ce dossier doit être déposé auprès de l'inspection des installations classées au plus tard avant le **30 juin 2023** et doit intégrer, le cas échéant, l'engagement de l'exploitant sur un échéancier de réalisation. Cette analyse et les propositions qui en découlent devront avoir été au préalable validées par le SDIS.

Dans l'attente d'avoir mis en place une défense incendie validée par le SDIS, l'exploitant peut continuer à recourir au bassin de rétention des eaux de ruissellement sous réserve de s'assurer en permanence que l'état général de l'eau de ce bassin (absence de matières flottantes, de boues, etc.) ne risque pas d'engendrer une rupture des pompes qui seraient mises en place en cas d'incendie.

TITRE 5 - DIVERS

Article 5.1 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Calvados.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° du présent article.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5.3 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados et l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 20 février 2023

Pour le préfet et par délegation,
La secrétaire générale


Florence BESSY

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au maire de Valambray,
- au maire de Moulton-Chicheboville,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie,
- au chef de l'unité bi-départementale du Calvados et de la Manche – DREAL

Annexe 1 : Liste des parcelles sur lesquelles l'épandage d'effluents de compostage est autorisé

Commune	N° Ilot	Références cadastrales	SE (ha)
VALAMBRAY	7	074 ZI 5, 074 ZI 20, 074 ZI 21, 074 ZI 22, 074 ZI 23	21,24
MOULT-CHICHEBOVILLE/ VALAMBRAY	8	MOULT-CHICHEBOVILLE : 158 ZD 14, 158 ZD 49, 158 ZD 50 VALAMBRAY : 074 ZI 97, 074 ZI 98, 074 ZI 116	72,93
VALAMBRAY	10	074 ZB 25	2,27
VALAMBRAY	11	074 ZA 16, 074 ZA 17	7,24
VALAMBRAY	12	074 ZA 5, 074 ZA 6	4,16
VALAMBRAY	13	074 ZA 153	3,08
VALAMBRAY	14	074 ZA 5	1,20
VALAMBRAY	15	074 ZA 54	4,11
VALAMBRAY	16	074 ZB 9, 074 ZB 10	7,88
VALAMBRAY	17	074 ZB 6, 074 ZB 7, 074 ZB 57	7,04
VALAMBRAY	21	000 G 36, 074 ZC 22	3,43
VALAMBRAY	1	074 ZA 1	7,24
MOULT-CHICHEBOVILLE/ VALAMBRAY	2	MOULT-CHICHEBOVILLE : 000 ZE 44 VALAMBRAY : 074 ZA 59	2,40
MOULT-CHICHEBOVILLE	3	000 ZE 4, 000 ZE 5, 000 ZE 6, 000 ZE 7	20,08
MOULT-CHICHEBOVILLE	4	000 ZA 4, 000 ZA 5, 000 ZA 6	1,97
MOULT-CHICHEBOVILLE	5	158 ZD 1, 158 ZD 2, 158 ZD 3	7,16
MOULT-CHICHEBOVILLE	6	158 ZD 31, 158 ZD 32, 158 ZD 33, 158 ZD 36	6,35
MOULT-CHICHEBOVILLE	7	158 AD 70, 158 AD 71, 158 AD 72, 158 AD 73, 158 AD 204, 158 AD 234, 158 AD 250, 158 AD 251, 158 AD 252, 158 ZD 67, 158 ZD 68	2,06
MOULT-CHICHEBOVILLE	8	000 ZE 20, 000 ZE 22, 000 ZE 70	1,82
MOULT-CHICHEBOVILLE	9	158 ZD 4, 158 ZD 5, 158 ZD 6, 158 ZD 7, 158 ZD 9, 158 ZD 10, 158 ZD 11, 158 ZD 12	4,62
MOULT-CHICHEBOVILLE	10	158 ZC 19	6,56
MOULT-CHICHEBOVILLE	14a	000 ZE 13, 000 ZE 17, 000 ZE 18, 000 ZE 19, 000 ZE 55, 000 ZE 56	2,71
MOULT-CHICHEBOVILLE	14b	000 ZE 10	4,53
MOULT-CHICHEBOVILLE	21	000 ZA 15, 000 ZA 110, 000 ZA 130	3,35
MOULT-CHICHEBOVILLE	23	000 ZA 64, 000 ZA 72	5,43
MOULT-CHICHEBOVILLE	26	000 ZA 111	0,93
MOULT-CHICHEBOVILLE / VALAMBRAY	29	MOULT-CHICHEBOVILLE : 158 ZH 9 VALAMBRAY : 176 ZA 39	12,19
VALAMBRAY	30	176 ZD 10, 176 ZD 11, 176 ZD 17	7,62
VALAMBRAY	31	176 D 9	1,87
VALAMBRAY	33	176 ZA 6, 176 ZA 9, 176 ZA 10, 176 ZA 11, 176 ZA 12, 176 ZA 13, 176 ZA 14, 176 ZA 15, 176 ZA 16, 176 ZA 30	25,06
MOULT-CHICHEBOVILLE	39a	000 ZA 115	1,40
MOULT-CHICHEBOVILLE	39b	000 ZA 23, 000 ZA 24, 000 ZA 124	1,17

SE: surface épandable

